



06-06-2012

En Espagne la droite En France le PS ...

En Espagne, les manifestations, rassemblements et actions de lutte contre les réformes du gouvernement se multiplient contre un plan de rigueur qui frappe très durement la population.

Rendre les entreprises espagnoles plus « compétitives » Voilà l'objectif de la réforme du travail orientée vers une plus grande "flexibilité" de l'emploi. Avec ce nouveau contrat de travail, l'entreprise peut pendant un an licencier le salarié sans préavis ni indemnité.

Parmi d'autres mesures on trouve celles qui permettent aux entreprises :

- *de rendre les licenciements moins chers et plus faciles,
- *de baisser les salaires et d'augmenter les horaires de travail, cela de manière unilatérale pour "des raisons économiques, techniques, d'organisation ou de productivité."
- *d'ouvrir des plans sociaux dès lors que se succèdent trois trimestres de baisse des ventes...

Le chômage touche aujourd'hui 24,4 % de la population active. En 2012, le pays perdra encore 620 000 emplois. Les chômeurs en fin de droit ne perçoivent une allocation dérisoire que pendant 6 mois. Ceux qui ne peuvent plus y arriver, se voient dépossédés de leurs biens, de leur maison s'ils en ont une. Ils doivent continuer à rembourser leurs prêts bancaires. Des chômeurs n'ont plus qu'à mourir de faim s'ils n'ont pas une famille... Conséquence immédiate 20% de pauvres et une espérance de vie en baisse.

C'est à peine croyable et c'est vrai. Ca se passe dans un pays voisin du nôtre. En France, le MEDEF en rêve ! Il a déjà essayé de faire passer cela ici, les luttes avaient mis ce projet au placard mais il n'a pas renoncé pour autant. Attention ! C'est le capitalisme et sa logique de profit ! Les travailleurs trinquent.

Comment la France serait-elle à "l'abri" de telles mesures, si on ne s'attaque pas au capitalisme qui règne dans notre pays ?

Alors que les plans de licenciements se multiplient dans de nombreux secteurs et touchent en particulier l'industrie (106 fermetures d'usines recensées pour les quatre premiers mois de 2012)... Arnaud Montebourg ministre du « Redressement productif », un nom de ministère qui en dit long sur les intentions du gouvernement, a pour mission selon le Journal officiel de « *préparer et mettre en œuvre la politique en matière de compétitivité de l'économie française, d'attractivité du territoire..* ». Traduisez: assurer la « compétitivité » et l'attractivité » du capitalisme français doit se faire en permettant au gouvernement et au patronat de baisser les salaires et d'aggraver les conditions de travail en France plus rapidement que dans les autres pays.

De concertation en concertation tout est orchestré, tout se met en place. Les

différentes commissions sortent leurs chiffres, la Cours des comptes, l'Inspection Générale des Finances, la Cours Européenne... Les réunions de préparation avec la participation active des partenaires sociaux, qui n'ont jamais si bien portés leurs noms... sont déjà programmées. On amuse la galerie avec un éventuel coup de pouce au SMIC, avec la retraite à 60 ans pour ceux qui... mais le véritable souci de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir, c'est comment faire avaler les mesures qu'ils préparent sans que le monde du travail bouge?

Gagner du temps... Montebourg le pompier de service, fait actuellement le tour des usines menacées de fermeture et de licenciements afin de freiner l'action des travailleurs, d'empêcher que se développent des luttes contre le gouvernement Hollande avant les élections législatives. Il ne promet rien mais demande d'attendre.

Dans le contexte d'effondrement économique en Europe et du ralentissement de la croissance économique mondiale on voit ce que signifie assurer la « *compétitivité de l'économie française et l'attractivité du territoire* ». **Cela veut dire mettre la France dans de meilleures conditions pour garantir le profit maximum du capital en préparant une attaque en règle contre les salaires, l'emploi, les acquis sociaux... Cela passe par une surexploitation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Faire mieux que l'Espagne et les autres qui ont déjà un "coup d'avance".**

Montebourg lors de sa visite à FRALIB a été très clair: « Nous ne souhaitons pas soutenir artificiellement des entreprises qui seraient condamnées par avance ». Condamnées par qui ?

Le capital est passé à l'offensive pour détruire, au nom de la compétitivité, ce qu'il reste d'obstacles à une exploitation amplifiée, en reprenant aux travailleurs d'Europe les acquis sociaux de décennies de luttes.

Offensive contre les salariés en Grèce, Espagne, Italie, Irlande, Angleterre... et en France les valets au pouvoir vont faire "le sale boulot", c'est à dire créer les conditions pour que le capitalisme fasse plus de profits en France.

Le nouveau ministre du travail Michel Sapin a parlé le projet d'empêcher « *les licenciements boursiers* » mais cette annonce, est surtout destiné à obtenir le soutien du Front de gauche et du NPA, car Hollande a mis les points sur les i, en se prononçant sur le droit des employeurs de licencier sans motif économique, affirmant qu'il n'est « *pas utile de modifier ce cadre juridique qui est aujourd'hui bien bordé en jurisprudence* ».

Pour les travailleurs et le peuple la période qui s'ouvre va être très difficile.

Le seul rempart, c'est la lutte partout, dès maintenant, une lutte puissante contre le capital et le gouvernement à son service

« Communistes » est à la disposition du peuple.

Le 10 juin, en votant pour les candidat(e) s présentés par « Communistes » ou en utilisant le bulletin de vote « Communistes », vous direz, « ça suffit ».

www.sitecommunistes.org